



ACTUALITES SECTORIELLES AU ROYAUME-UNI

Climat, énergie, environnement, industrie, transport

SOMMAIRE

Fait Marquant

- Nouvelles annonces de Boris Johnson en faveur de la convergence des finances climat et biodiversité

Climat & énergie

- Alok Sharma quitte son poste ministériel et devient président à temps plein de la COP 26
- Lettre ouverte au Premier ministre pour renforcer l'innovation au service de la lutte contre le réchauffement climatique
- L'entreprise indienne *Essar* pourrait investir massivement dans l'hydrogène bas carbone au RU

Environnement

- Le RU autorise temporairement l'usage d'un pesticide tueur d'abeilles
- Le Prince Charles appelle les entreprises à adhérer à son initiative *Terra Carta*

Industrie

- Le Royaume-Uni a apporté sa dernière contribution industrielle significative au système européen de navigation par satellites *Galileo*

Le constructeur automobile *Ford* augmente le prix de plusieurs modèles en raison de l'application des règles d'origine prévues dans l'accord de retrait avec l'UE

Transport

- Des tests négatifs à la COVID 19 seront nécessaires pour entrer sur le territoire britannique à compter de lundi 18 janvier
- Interdiction des voyages et des vols à destination du RU en provenance d'Amérique du sud et du Portugal

- L'utilisation des moyens de transports confirme un respect du confinement supérieur à celui du mois de novembre, mais moindre qu'au printemps
- *Transport for the North* fait l'objet d'une baisse de crédits

FAIT MARQUANT

Nouvelles annonces de Boris Johnson en faveur de la convergence des finances climat et biodiversité – le Premier ministre britannique a annoncé le 11 janvier, à l'occasion d'une table ronde consacrée au financement de la biodiversité lors du *One Planet Summit* (OPS) organisé par la France, les Nations Unies et la Banque mondiale, que 3 Md£ sur les 11,6 Md£ dédiés, d'ici à 2026, à la finance climatique internationale britannique auront un co-bénéfice pour la biodiversité. En plus de la lutte contre le changement climatique, ces fonds devront protéger et restaurer les écosystèmes terrestres et océaniques riches en biodiversité, assurer la transition vers un système alimentaire plus durable, lutter contre la déforestation illégale et protéger les mangroves. Ces annonces s'inscrivent dans le cadre des engagements déjà pris par le RU visant à protéger d'ici à 2030, 30 % des espaces terrestres et maritimes britanniques. Au cours d'une table ronde consacrée à la transition vers une croissance propre réunissant le secrétaire général de l'ONU et huit chefs d'Etats africains et européens en marge du OPS, Alok Sharma Président de la COP 26 et Dominic Raab, ministre des Affaires étrangères, ont annoncé le déblocage de 38 M£ dans le cadre du programme *Climate Compatible Growth* pour accompagner les pays en développement à mener leur transition vers les énergies vertes. Si *Greenpeace UK* a favorablement accueilli l'annonce du Premier ministre, l'ONG appelle à des engagements financiers supplémentaires au regard de l'accélération de la crise de la biodiversité et dans un contexte de baisse de l'aide publique au développement britannique.

GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

Taux d'utilisation des transports par modes depuis mars 2020



Alok Sharma quitte son poste ministériel et devient président à temps plein de la COP 26 – Les services du Premier ministre ont annoncé le vendredi 8 janvier qu'Alok Sharma devenait Président « à plein temps » de la COP 26 (« *A. Sharma will solely focus on driving forward coordinated global action to tackle climate change* »), alors qu'il cumulait jusqu'à présent ce poste avec celui de ministre de l'Economie et de l'Energie (BEIS). Ce changement n'est pas une surprise et de nombreuses voix (y compris celle d'Alok Sharma lui-même) avaient plaidé ces dernières semaines pour que les deux fonctions soient dissociées. Son bureau sera situé au Cabinet Office et il continuera d'assister aux réunions de celui-ci. Il présidera par ailleurs le *Climate Action Implementation Committee* afin de coordonner l'action du Gouvernement sur les questions relatives à la mise en œuvre de la COP26, à l'objectif "net zéro" et au renforcement de la résilience du RU aux impacts climatiques. [Kwasi Kwarteng](#), qui occupait jusqu'à présent le poste de secrétaire d'Etat à l'Economie, à l'Energie et à la Croissance verte est promu au poste ministre du BEIS en remplacement de M. Sharma. Anne-Marie Trevelyan devient secrétaire d'Etat à l'Economie, à l'Energie et à la Croissance propre en remplacement de Kwasi Kwarteng. Elle aura notamment pour mission d'assurer le suivi de la mise en œuvre du Plan en 10 points pour une révolution industrielle verte en parallèle de son rôle de « championne » COP 26 pour l'adaptation et la résilience, fonction qu'elle conserve.

Lettre ouverte au Premier ministre pour renforcer l'innovation au service de la lutte contre le réchauffement climatique – un groupe composé de scientifiques (*University College London - UCL*), de chefs d'entreprises (*Arup, UPS*), de l'ONG *WWF* et du think tank *Aldersgate* a écrit [une lettre ouverte](#) au Premier ministre plaidant pour que la lutte contre le changement climatique et la perte de biodiversité fassent l'objet de la même attention et de la même urgence que le développement et le déploiement des vaccins contre la Covid-19. La lettre relève que certains des facteurs clés qui ont permis le développement rapide des vaccins, tels que les investissements directs importants en phase avancée, une base scientifique sous-jacente solide, une surveillance et une orientation institutionnelle ciblée ainsi qu'une conscience aiguë du secteur privé de la valeur marchande potentielle du résultat, doivent être exploités pour aider à lutter contre la crise climatique. En dépit d'un bilan solide en matière de réduction des émissions de CO₂, le RU serait, selon les auteurs du courrier, à la traîne par rapport aux États-Unis, à l'Allemagne et au Japon concernant l'élaboration de solutions innovantes pour lutter contre le changement climatique. La lettre appelle à la mise en place d'une nouvelle instance (un Conseil de transformation, de l'innovation verte et de la durabilité) chargé de combiner l'ambition déclarée du Gouvernement pour une révolution industrielle verte avec une nouvelle approche globale de l'innovation verte. Les recommandations de la lettre découlent d'une enquête de deux ans menée par la Commission de la politique d'innovation verte de l'*UCL (GIPC)*.

L'entreprise indienne Essar pourrait investir massivement dans l'hydrogène bas carbone au RU – Selon la presse, la société indienne *Essar* envisagerait de développer la plus grande capacité de production d'hydrogène au RU à travers un investissement de 750 M£ dans deux usines (l'une, d'une puissance de 350 MW, dès 2025, la seconde, d'une puissance de 700 MW, à partir de 2027), en collaboration avec l'entreprise *Progressive Energy* dans le cadre du *HyNet scheme*, visant à fournir de l'hydrogène bas carbone à certaines industries et quartiers résidentiels dans le nord-est de l'Angleterre. Ce projet d'investissement doit contribuer à mettre en œuvre l'objectif du gouvernement britannique de produire 5 GW d'hydrogène bas carbone d'ici à 2030 pour les transports, l'industrie, la production d'énergie et le chauffage domestique. Les deux usines, qui seraient construites à proximité d'une raffinerie opérée par *Essar*, réutiliseraient le gaz naturel et les différents gaz de combustion issus de la raffinerie pour produire l'hydrogène. Les émissions de CO₂ auraient vocation à être captées et stockées dans d'anciens champs gaziers au large de Liverpool. La raffinerie, qui produit des carburants pour les véhicules, doit à terme fonctionner grâce à l'hydrogène en remplacement du gaz naturel. *Essar* attendrait encore de recevoir des garanties de la part du Gouvernement sur la compensation (par exemple par des dépenses fiscales) de la différence de coût (autour de 25 £ / MWh) entre le gaz naturel utilisé et l'hydrogène, plus coûteux à produire, avant de lancer la construction des deux usines.

ENVIRONNEMENT

Le RU autorise temporairement l'usage d'un pesticide tueur d'abeilles – Accédant à la demande de *British Sugar*, entreprise spécialisée dans le raffinage du sucre issu de la betterave sucrière et de la *National Farmers Union (NFU)*, la Fédération des agriculteurs et éleveurs anglais et gallois, le ministre de l'Environnement et des Affaires rurales George Eustice a délivré le 8 janvier une autorisation d'urgence pour l'utilisation en Angleterre du *Thiamethoxam*, classé par l'organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) comme hautement toxique pour les abeilles. Ce néonicotinoïde, dont l'utilisation est interdite en extérieur dans l'Union européenne depuis 2018, pourra être utilisé, durant une période de quatre mois par an au maximum, afin de traiter les graines de betteraves sucrières très exposés au virus de la jaunisse qui a fortement diminué les rendements en 2020 et menacerait ceux de 2021. Cette annonce a été critiquée (une pétition a déjà recueilli 70 000 signatures) notamment par les associations écologistes, dont le groupement *The Wildlife Trusts*, qui a rappelé les dégâts causés par les néonicotinoïdes sur l'environnement, les sols et les pollinisateurs, dont la population aurait chuté de plus d'un tiers au cours des dix dernières années au RU. Cette autorisation, intervenue quelques jours avant le *One Planet Summit* consacré à la biodiversité, au cours duquel le Premier ministre britannique a pris de nouveaux engagements (cf. *supra*), fait peser un doute, selon des observateurs, quant à la volonté du gouvernement britannique, malgré un discours très volontariste, à maintenir des normes élevées en matière environnementale. Certains, comme le site spécialisé *Business Green*, y voient une première régression environnementale post Brexit, soulignant que le RU s'était engagé il y a deux ans à maintenir les restrictions en matière d'utilisation des néonicotinoïdes une fois sorti de l'UE.

Le Prince Charles appelle les entreprises à adhérer à son initiative *Terra Carta* – faisant référence à la *Magna Carta* signée en 1215, qui a consacré les libertés individuelles et les droits fondamentaux en Angleterre et limité les pouvoirs du Roi et de son Gouvernement, la *Terra Carta*, ou Charte de la terre, a été lancée par le Prince de Galles lors du *One Planet Summit* le 11 janvier. Elle s'inscrit dans le cadre de la *Sustainable Markets Initiative (SMI)* lancée par le Prince Charles au forum de Davos en 2020. Elle comportera 100 actions dans le domaine de la protection de la nature, que les signataires s'engageront à respecter d'ici à 2030. Dans le préambule de la Charte, les engagements volontaires visent notamment à soutenir les accords internationaux sur le climat, la biodiversité et la désertification, l'appui aux efforts visant à protéger la moitié de la planète d'ici à 2050, et la réorientation des flux financiers vers des activités compatibles avec un avenir à faible émission carbone. La Charte vise également à mobiliser davantage de financements pour la protection de la nature via la *Natural Capital Investment Alliance*, bras financier de la *SMI* qui vise à lever 7 Md£ d'ici à 2022. Le fonds d'investissement *BlackRock*, *Bank of America* et *HSBC* font notamment partie des premiers signataires de la Charte.

INDUSTRIE

Le Royaume-Uni a apporté sa dernière contribution industrielle significative au système européen de navigation par satellites *Galileo* – l'Agence spatiale européenne (ESA) a annoncé le 14 janvier que l'entreprise britannique *Surrey Satellite Technology Limited* lui avait livré sa dernière charge utile de navigation, qui génère le signal envoyé par le réseau satellite. Le Royaume-Uni a en effet quitté le programme *Galileo* en sortant de l'Union européenne, et, en dehors d'éventuelles exceptions spécifiques concernant des matériels ne pouvant être fournis que par lui, ne pourra en être un fournisseur. En revanche, le RU devrait continuer à participer au projet européen d'observation de la terre *Copernicus*, selon des termes qui doivent cependant encore être précisés, mais pourraient impliquer une participation financière du RU de 800 M€ sur 7 ans pour pouvoir accéder aux services

offerts par ce programme et permettre à ses entreprises de candidater aux appels d'offres pour son développement.

Le constructeur automobile Ford augmente le prix de plusieurs modèles en raison de l'application des règles d'origine prévues dans l'accord de retrait avec l'UE – Le catalogue de Ford UK montre une augmentation des prix d'au moins 1 455 £ en janvier pour plusieurs modèles de Fiesta et Puma produits dans l'UE. Un porte-parole du constructeur a confirmé que cette hausse était liée à l'application des règles d'origine prévues dans l'accord de retrait de l'UE, compte tenu du fait qu'une part importante des composants moteur de ces modèles sont importés des Etats-Unis et entraînent un dépassement des limites de contenu d'origine prévues dans l'accord. Pour mémoire, l'accord prévoit une obligation de contenu originaire (RU et EU) d'au moins 55 % pour les véhicules, une période de transition progressive de 6 ans étant prévue pour les véhicules électriques et hybrides. Il permet en outre aux constructeurs de ne pas produire de justification préalable (auto-certification) pendant une période transitoire de 12 mois, à la suite de laquelle ils devront être toutefois en mesure de produire ces éléments *a posteriori*.

Les constructeurs britanniques ont par ailleurs alerté sur le fait que les délais d'approvisionnement et obligations administratives et douanières accrues du fait du Brexit pourraient entraîner une hausse globale des prix des véhicules.

TRANSPORT

Des tests négatifs à la COVID 19 seront nécessaires pour entrer sur le territoire britannique à compter de lundi 18 janvier – le Gouvernement a précisé le 13 janvier les [conditions de mise en œuvre de l'obligation de présenter un test négatif de moins de 3 jours pour entrer au RU](#). Cette obligation concernera toutes les personnes entrant sur le territoire (à l'exception de quelques rares pays d'origine, dont l'Irlande, et de catégories de personnes spécifiées, dont les chauffeurs routiers et les équipages de navires, trains et avions) et sera complémentaire des obligations existantes en termes d'isolement à l'arrivée (pour mémoire, 10 jours, sauf test négatif effectué après 5 jours). Outre les tests PCR, certains tests antigéniques seront acceptés, dès lors qu'ils respectent des performances définies par le Gouvernement.

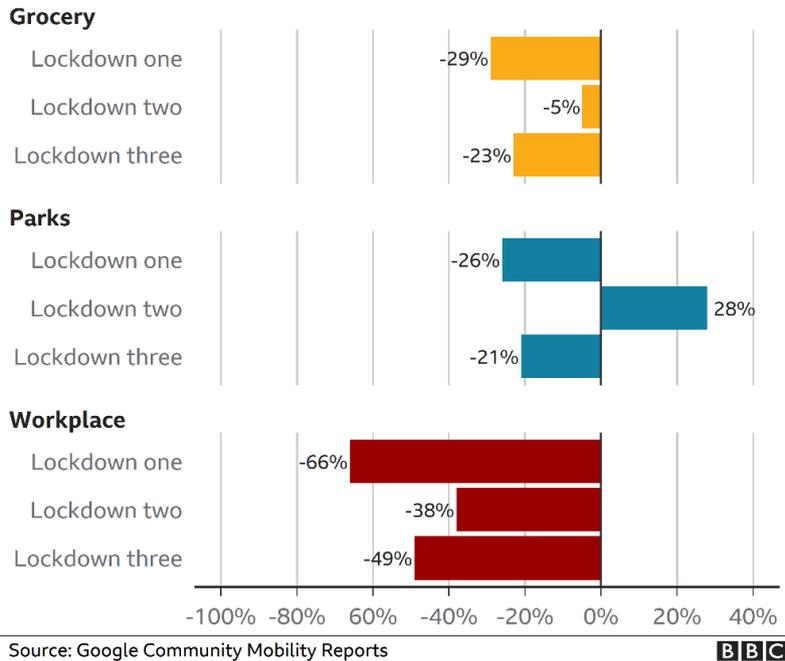
Interdiction des voyages et des vols à destination du RU en provenance d'Amérique du sud et du Portugal – Le ministre en charge des transports, Grant Shapps, a annoncé le 14 janvier que [les voyageurs en provenance d'Amérique du sud, de Panama, du Cap-Vert et du Portugal \(en raison des liens de ces deux derniers avec le Brésil\) ne pourront plus se rendre au RU](#) (à l'exception des citoyens britanniques, qui devront s'isoler 10 jours à l'arrivée). Les vols directs entre l'Angleterre et ces pays seront également interdits. Cette mesure vise à éviter la diffusion sur le sol britannique du variant de la Covid 19 découvert au Brésil.

L'utilisation des moyens de transports confirme un respect du confinement supérieur à celui du mois de novembre, mais moindre qu'au printemps – Alors que les polémiques enflent sur la gestion de la pandémie au Royaume-Uni, qui a nettement dépassé les records du printemps en terme d'hospitalisation (36 489 en date du 11 janvier) et de mortalité journalière (1 564 le 13 janvier), des débats portent sur le respect insuffisant des consignes de confinement et sur un possible durcissement de ce dernier (notamment à travers la fermeture des écoles maternelles). Ces débats sont notamment alimentés par les statistiques relatives à l'utilisation des transports, qui montrent que les personnes se déplacent beaucoup plus que lors du confinement du printemps. Ainsi, [la BBC a utilisé les statistiques produites par le ministère des transports \(DfT\), Apple et Google](#) pour comparer les déplacements des britanniques entre les trois périodes de confinement (printemps, novembre et janvier) – cf. *supra*, graphique de la semaine. Ainsi, l'utilisation des voitures atteint environ 60 % de ses niveaux pré-pandémiques, contre 35 % en mars-avril, celle des trains et du métro environ 16 %, contre moins de

10 % en mars-avril. Ces données montrent cependant une plus forte réduction des déplacements que pendant le confinement du mois de novembre, les personnes se rendant moins dans les magasins d'alimentation, les parcs et leurs lieux de travail.

Where are people going?

Decline in mobility on the first Friday of each lockdown relative to a January 2020 baseline, Great Britain



Transport for the North fait l'objet d'une baisse de crédits - Selon des documents publiés ce mercredi, l'organisation publique *Transport for the North* (*TfN*), créée en 2018 pour coordonner les actions des autorités locales et des entreprises afin de favoriser le développement des infrastructures de transport dans le nord du pays, à travers notamment l'élaboration d'une stratégie commune, verra son budget réduit de 40 %, tandis qu'un financement de 100 M£ pour développer la billetterie sans contact a été annulé. Ces restrictions budgétaires ont entraîné des protestations de la part des maires de plusieurs villes du nord concernant le soutien du Gouvernement au « *levelling up* » (mise à niveau) de la région, qui ont demandé à avoir des échanges urgents avec le ministre en charge des Transports, Grant Shapps. Ces réductions de moyens budgétaires sont vraisemblablement motivées notamment par des considérations institutionnelles (le ministre ayant mis en place cet été un *Acceleration Council*, dont les missions recoupent pour partie celles de *TfN*), mais font suite à une réduction de 1 Md£ des moyens consacrés à l'amélioration des infrastructures ferroviaires pour les cinq prochaines années annoncée début décembre.



Clause de non-responsabilité – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Gautier HOUEL et Stanislas GODEFROY.